



Message 2021-DIAF-10

28 juin 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre du Plan d'action du canton de Fribourg visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole 2022–2025 (Plan Phyto)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le Plan d'action du canton de Fribourg visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole (Plan Phyto). Ce plan cantonal couvre la période allant de 2021 à 2025. Le présent message suit le plan suivant:

1. La nécessité d'un Plan phytosanitaire	1
2. Contexte fédéral et cantonal	1
2.1. Le Plan d'action national Produits phytosanitaires	1
2.2. La politique agricole, les initiatives parlementaires et populaires	2
2.3. Les stratégies et plans cantonaux	2
2.4. Utilisation des produits phytosanitaires dans le canton	3
2.5. Problématique des produits phytosanitaires dans le canton	3
3. Activités cantonales existantes	4
4. Contenu et structure du Plan phytosanitaire cantonal	4
4.1. Objectifs généraux et spécifiques	4
4.2. Mesures cantonales relatives au domaine agricole et non agricole	4
5. Indicateurs	5
6. Montant du crédit demandé	5
7. Conséquences financières et en personnel	5
8. Autres conséquences	5
9. Conclusion	5

1. La nécessité d'un Plan phytosanitaire

L'utilisation des produits phytosanitaires (PPh) a été favorisée, voire encouragée durant de nombreuses années, notamment en agriculture mais aussi pour la protection du bois (insecticides en forêt, bois dans la construction en extérieur), et pour des questions d'entretien et d'esthétique dans les zones bâties (jardins potagers, aménagements extérieurs, friches, bords de route, voies ferrées, toitures et façades, terrains de sport). Au cours de leur développement, ces produits ont répondu à un besoin et sont apparus comme une solution efficace aux besoins quantitatifs et qualitatifs de production alimentaire et de gestion des espaces verts. Aujourd'hui, l'utilisation de

PPh est remise en question, notamment du fait des risques que ces substances peuvent représenter pour la santé et l'environnement en général.

2. Contexte fédéral et cantonal

2.1. Le Plan d'action national Produits phytosanitaires

Le 6 septembre 2017, le Conseil fédéral a adopté un Plan d'action Produits phytosanitaires (PA PPh) visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits

phytosanitaires¹. Les risques doivent être divisés par deux et les alternatives à la protection phytosanitaire chimique sont encouragées. Les cantons sont en charge de la mise en œuvre d'une partie des mesures. Plusieurs cantons ont choisi d'élaborer leur propre plan d'action comme par exemple Berne ou Vaud.

2.2. La politique agricole, les initiatives parlementaires et populaires

Le projet de politique agricole PA22+² a été suspendue en mars 2021 au profit de l'initiative parlementaire 19.475 (iv.pa. 19.475). Cette initiative, qui s'est concrétisée par la Loi fédérale sur la réduction des risques liés à l'utilisation des pesticides (adoptée par les deux Chambres fédérales le 19 mars 2021), est une sorte de contre-projet informel aux deux initiatives populaires ci-dessous. Pour ce qui concerne les pesticides, elle offre une base légale à une trajectoire de réduction des risques découlant de leur utilisation, avec des objectifs quantifiables, de manière à rendre contraignants les objectifs du PA PPh. Elle demande ainsi de diminuer les risques de 50% d'ici à 2027. Il s'agit de protéger les eaux de surface, les habitats proches de l'état naturel, et les eaux souterraines utilisées comme eau potable. Si les risques demeurent trop élevés, le Conseil fédéral peut resserrer la vis et redéfinir une trajectoire de réduction au plus tard en 2025. La mise en œuvre est définie partiellement dans un premier train d'ordonnances qui a été mis en consultation le 28 avril 2021 avec une entrée en vigueur prévue au 1^{er} janvier 2023. Les mesures financières destinées à l'agriculture qui sont prévues dans le plan d'action cantonal sont complémentaires aux contributions proposées par la Confédération.

Deux initiatives populaires ont été soumises au vote populaire le 13 juin 2021. La première, s'intitulait «Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique (initiative 18.096)»³, la seconde se nommait «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse (initiative 19.025)»⁴.

L'initiative «Pour une eau potable propre» voulait bloquer les paiements directs si, entre autres, l'exploitant n'apporte pas la preuve qu'il exploite sans pesticides. La seconde initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» visait à interdire les pesticides de synthèse dans la production agricole, la transformation de produits agricoles et l'entretien du sol et du paysage. En outre, l'importation à but commercial

d'aliments contenant des pesticides de synthèse ou ayant été produits à l'aide de tels produits aurait été interdite.

Les deux initiatives ont été rejetées par le peuple et les cantons par une large majorité, mais cela ne met pas en cause la nécessité de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.

2.3. Les stratégies et plans cantonaux

Dans le canton de Fribourg, le Conseil d'Etat met clairement en avant son intention de promouvoir une agriculture productive et durable, respectueuse de l'environnement, de la santé humaine et animale. Dans son Rapport agricole quadriennal 2019⁵, il a développé plusieurs axes stratégiques dont la sécurité alimentaire, en garantissant la mise sur le marché de produits sains et sûrs. La préservation durable des ressources naturelles figure également au programme. Le canton souhaite ainsi encourager la mise en place de projets pilotes et de mesures ciblées afin d'optimiser l'utilisation des produits phytosanitaires et de minimiser l'impact de l'agriculture sur l'environnement. Les objectifs de l'agriculture fribourgeoise concernant les ressources naturelles visent entre autres à réduire les effets indésirables de l'agriculture sur les eaux en réduisant l'utilisation d'intrants agricoles tels que les produits phytosanitaires et en diminuant les risques liés à l'érosion.

Au niveau du développement durable, le Grand Conseil a voté le 9 février 2021 un décret octroyant un crédit d'engagement de 13,9 millions de francs pour la mise en œuvre du plan d'action et des outils définis dans la stratégie cantonale en la matière. La stratégie de développement durable de l'Etat de Fribourg 2020–2026⁶ met l'accent sur la promotion de systèmes agro-alimentaires durables. Cela implique des systèmes dans lesquels sont introduits le strict minimum d'intrants afin d'éviter de potentielles pollutions de l'environnement. L'accent devrait être mis sur la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, avec notamment comme levier la mise en place de soutiens et d'incitations pour diminuer l'impact de l'agriculture sur les ressources naturelles. Un million de francs est notamment prévu pour réduire le recours aux produits phytosanitaires, tout en permettant le maintien de la production au niveau actuel (amendement Ducotterd).

Le Plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE), prévu par la loi cantonale sur les eaux entrée en vigueur en 2012, est en cours de finalisation, il établit un plan d'action à mettre en œuvre de 2022 à 2032 au niveau cantonal et montre aussi la coordination nécessaire avec le Plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (PSIEau). La stratégie cantonale de

¹ Plan d'action visant à la réduction des risques et à l'utilisation durable des produits phytosanitaires, <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/49601.pdf>

² Message relatif à l'évolution future de la Politique agricole à partir de 2022 (PA22+), FF 2020 3851, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2020/881/fr>

³ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20180096>

⁴ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20190025>

⁵ Rapport agricole quadriennal 2019, https://www.fr.ch/sites/default/files/2020-01/RAQ_2019_fr.pdf

⁶ Message 2020-DAEC-150 «Développement durable du canton de Fribourg», http://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/de/ax-5f7fe2b7d9055/fr_de_MES_2020-DAEC-150.pdf

la gestion des eaux vise à protéger les eaux et à concilier notamment gestion des eaux et agriculture productive. Il est complété par le plan phyto, afin d'atteindre des objectifs spécifiques aux phytosanitaires, tels que fixés par la Confédération d'ici à 2027. Le plan phyto cantonal prévoit des mesures jusqu'en 2025, de manière à pouvoir s'adapter, si nécessaire, aux conclusions que tirera la Confédération du bilan intermédiaire prévu cette année-là.

Quant au Plan climat cantonal (PCC), il est arrivé au terme de sa phase de consultation le 16 janvier 2021. Il rassemble un catalogue de mesures concrètes à mettre en œuvre entre 2021 et 2026. Le PCC comporte également des mesures en lien avec les eaux, mais elles ne concernent pas les problématiques abordées dans ce message.

2.4. Utilisation des produits phytosanitaires dans le canton

Le canton de Fribourg présente une surface agricole utile (SAU) d'environ 75 000 ha dont la moitié en herbages permanents. Ces derniers impliquent une faible utilisation de produits phytosanitaires. La stratégie phytosanitaire cantonale vise donc en priorité les surfaces de grandes cultures (env. 23 000 ha), les cultures maraîchères (env. 1000 ha), les cultures fruitières (44 ha) et les vignes (128 ha).

Actuellement, 99% de la SAU du canton de Fribourg est cultivée selon les exigences liées aux prestations écologiques requises (PER). Le canton enregistre environ 1500 exploitations agricoles PER avec des cultures, dont 8% cultivent conformément aux directives de l'agriculture biologique. La participation aux divers programmes fédéraux de réduction des produits phytosanitaires varie selon le programme et la culture: ainsi, 25 à 90% des surfaces sont cultivées sans fongicides, insecticides et régulateurs de croissance (programme Extensio) et env. 4% des terres ouvertes sont annoncées pour toucher les contributions à l'efficacité des ressources (CER) pour la réduction partielle ou totale d'herbicides.

Les produits phytosanitaires sont employés également dans le domaine non agricole. Une enquête publiée dans la presse agricole (*Agri* du 7 août 2020, p. 3) a tenté d'estimer les quantités de produits phytosanitaires utilisés hors de l'agriculture, sans succès ou presque. La situation devrait s'améliorer au cours des prochaines années, selon l'Office fédéral de l'agriculture.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite en forêt (Loi fédérale sur les forêts)¹, sauf exceptions régies dans l'annexe 2.5 de l'Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques².

¹ Loi fédérale sur les forêts, LFo, art 18; RS 921.0

² Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim; RS 814.81)

Les efforts du canton de Fribourg ne se limitent pas aux produits phytosanitaires puisqu'avec son projet ReLait, il peut se targuer d'être pionnier et exemplaire au niveau suisse dans la lutte pour la diminution de l'utilisation des antibiotiques évitant ainsi des résistances animales tout en préservant la qualité de l'eau.

2.5. Problématique des produits phytosanitaires dans le canton

Le recours aux produits phytosanitaires peut avoir des conséquences sur la qualité des eaux:

2.5.1. Eaux souterraines

Pour le réseau cantonal de surveillance qualitative des eaux souterraines (ESoutQual), les données d'analyse d'eaux souterraines compilées jusqu'en décembre 2020 montrent que les exigences de l'Ordonnance sur la protection des eaux³ en matière de présence de pesticides organiques ne sont pas respectées pour 28 stations de mesure sur 46 (61%). La majeure partie des captages d'eaux souterraines concernés par la présence de produits phytosanitaires est située dans la Broye, le Lac et la Sarine.

2.5.2. Eaux superficielles

L'exigence de qualité formulée dans l'ordonnance sur la protection des eaux était de 0,1 µg/l indistinctement pour toutes les substances. Sur un total de plus de 2000 mesures effectuées dans les cours d'eau entre 2011 et 2016, une centaine dépasse la valeur limite de 0,1 µg/l (5% des résultats).

Depuis 2017, grâce à l'évolution des connaissances et des techniques analytiques, il est possible de mesurer un grand nombre de micropolluants de natures différentes (produits phytosanitaires, médicaments, produits industriels). Ainsi, dans le cadre du second monitoring 2017–2022, 38 produits phytosanitaires sont mesurés dans les cours d'eau du canton. Les analyses effectuées de 2017 à 2019 ont porté sur environ la moitié du canton. Sur quelques 21 000 analyses, environ 2% dépassent la valeur de 0,1 µg/l ce qui constitue une baisse par rapport aux résultats précédents.

2.5.3. Eau potable

Suite à l'émergence de la problématique du chlorothalonil (fongicide utilisé dans diverses cultures) dans l'eau potable, le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV) a analysé en 2020 l'ensemble des ressources en eau potable du canton de Fribourg. Il ressort de ces analyses que des concentrations de métabolites du chlorothalonil dépassant la valeur limite de précaution de 0,1 µg/l touchent

³ Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux; RS 814.201)

principalement les régions de la Broye, du Lac, de la Singine, de la Sarine et le sud de la Glâne. Avant ça, la campagne d'analyses 2016–17 avait révélé que la totalité des échantillons prélevés étaient conformes à la législation.

3. Activités cantonales existantes

Le canton de Fribourg déploie de nombreuses activités en lien avec l'utilisation des produits phytosanitaires et les risques liés. Plusieurs services de l'Etat sont concernés par ces activités, principalement sur la formation professionnelle, le conseil et la sensibilisation, sur la mise en œuvre de la législation et les contrôles liés, ainsi que sur le co-financement de places de lavage des pulvérisateurs et de projets de protection des eaux, actuellement limités aux nitrates. Au travers de projets-pilotes ou de collaborations avec des instituts de recherche, l'Etat est également actif dans l'acquisition de nouvelles connaissances visant à réduire l'usage des produits phytosanitaires ou à développer des alternatives à ceux-ci. L'Etat assure les tâches légales de prévention des organismes nuisibles, permettant de limiter le recours aux produits phytosanitaires.

De plus, l'Etat montre l'exemple sur une partie de ses domaines: la ferme-école de Sorens, rattachée à Grangeneuve, est en mode biologique depuis plus de 20 ans et le Domaine des Faverges depuis 2015 pour une partie et actuellement en reconversion pour l'autre partie.

Finalement, la qualité des eaux souterraines et de surface du canton est suivie au travers de divers programmes de surveillance, dont certains sont coordonnés au niveau national. L'eau potable peut être analysée de manière plus détaillée quant à sa teneur en micropolluants, grâce à un nouvel équipement acquis en 2019.

4. Contenu et structure du Plan phytosanitaire cantonal

La stratégie cantonale présentée dans ce message répond au contexte politique aussi bien national que cantonal. Elle définit des objectifs généraux et des objectifs spécifiques pour le monde agricole et non agricole. Pour les atteindre, elle propose, pour la période 2022 à 2025, des mesures ciblées qui intègrent des éléments nouveaux et complémentaires aux activités et planifications existantes. Ces dernières doivent être maintenues et optimisées, voire renforcées. Cette stratégie cantonale se veut évolutive. Sa mise en œuvre nécessitera des ressources supplémentaires de 2022 à 2025.

4.1. Objectifs généraux et spécifiques

Les objectifs généraux du Plan phyto sont de:

- > réduire de 50% les risques liés aux produits phytosanitaires d'ici à 2027 (objectif national);

- > réduire les émissions de produits phytosanitaires de manière à préserver les ressources stratégiques et importantes en eau potable du canton (valeur cible: exigences eau potable);
- > réduire les émissions de produits phytosanitaires afin de supprimer les déficits de qualité des eaux superficielles et souterraines prioritaires (valeur cible: exigences eaux);
- > réduire de façon significative les quantités de produits phytosanitaires utilisées de manière globale sur tout le territoire cantonal d'ici 2027.

Les objectifs spécifiques, dans le domaine agricole sont de:

- > assurer la compétitivité et la durabilité de l'agriculture fribourgeoise en anticipant les changements à venir concernant l'usage des produits phytosanitaires;
- > réduire les pertes ponctuelles de produits phytosanitaires à la ferme et les pertes diffuses de produits phytosanitaires lors de leur application (dérive, ruissellement et érosion, drainages);
- > réduire les quantités de produits phytosanitaires utilisés, en particulier les herbicides et les substances persistantes.

Les objectifs spécifiques, dans le domaine non agricole sont de:

- > réduire les quantités de produits phytosanitaires de synthèse utilisés par les professionnels;
- > inciter les non-professionnels à renoncer aux produits phytosanitaires de synthèse.

4.2. Mesures cantonales relatives au domaine agricole et non agricole

Pour atteindre les objectifs, six mesures sont proposées dans le domaine agricole et cinq dans le domaine non agricole.

Dans le domaine agricole, les trois principales mesures visent à:

1. renforcer le conseil indépendant et la formation continue, en les axant sur une utilisation encore plus ciblée des produits phytosanitaires, sur une intégration des alternatives non chimiques dans la protection des cultures et sur la réduction de toutes les sources de pollution des eaux, aussi bien à la ferme qu'au champ;
2. soutenir financièrement la réduction des applications de produits phytosanitaires et des risques liés, notamment pour les eaux. Ceci passe par l'acquisition d'équipements techniques, tels que machines de désherbage mécanique ou buses antidérive, par l'incitation à renoncer aux produits phytosanitaires de synthèse, en particulier les herbicides, et par des mesures de réduction du ruissellement le long des routes et des chemins afin de protéger les eaux de surface;

3. lancer et à renforcer des projets de protection pour les principales ressources en eau destinées à l'alimentation en eau potable, d'entente avec les communes et les milieux agricoles, tout en veillant à maintenir des cultures agricoles de rendement suffisant dans les secteurs concernés.

Les trois autres mesures agricoles visent à renforcer le rôle exemplaire de l'Etat, à contrôler de manière plus ciblée le respect des prescriptions d'utilisation des produits phytosanitaires et à soutenir la mise en place de circuits courts pour la commercialisation de produits agricoles fribourgeois basés sur une utilisation réduite de produits phytosanitaires.

Dans le domaine non agricole, les mesures visent essentiellement à renforcer le conseil et la formation continue des professionnels de l'entretien des espaces non productifs, ainsi qu'à sensibiliser les utilisateurs privés. L'exemplarité de l'Etat et celle des communes sont aussi concernées.

5. Indicateurs

Etant donné que les objectifs de la stratégie cantonale se concentrent sur la qualité des eaux tout en veillant à maintenir le niveau actuel de la production agricole, aussi bien un monitoring précis de la qualité des eaux est indispensable pour mesurer l'efficacité des mesures proposées qu'un suivi des rendements agricoles est nécessaire pour s'assurer de leur maintien à un niveau suffisant. Pour cette raison, une mesure spécifique est proposée.

6. Montant du crédit demandé

Selon le plan phytosanitaire, le coût de l'ensemble des mesures proposées s'élève à 8 607 440.- francs. A noter qu'un million de francs est déjà couvert par l'article 2 alinéa 3 du décret du 9.2.2021 sur la stratégie développement durable. Le décret porte dès lors sur le solde du financement nécessaire, pour une période de quatre ans (2022 à 2025). Le Conseil d'Etat préconise un financement des mesures ciblées qui intègrent des éléments nouveaux et complémentaires aux activités et planifications existantes, afin de réduire les risques liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole.

Ce crédit d'engagement est un crédit cadre au sens de l'article 32 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (RSF 610.1; LFE). La planification effective de l'engagement des différents montants sera décidée par le Conseil d'Etat dans le cadre des procédures budgétaires annuelles, en fonction des disponibilités financières.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (RSF 121.1; LGC), être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil et non à la majorité des membres présents (art. 140). Compte tenu du montant de la dépense, le décret n'est pas soumis au référen-

dum financier facultatif, en vertu de l'article 46 al. 1 let. b de la Constitution.

7. Conséquences financières et en personnel

Une estimation des coûts pour la mise en œuvre des six mesures proposées dans le domaine agricole, des cinq dans le domaine non agricole, ainsi que du suivi de l'effet des mesures est donnée pour chacune des mesures prévues (chapitre 8 du Plan phytosanitaire). En vue d'appliquer et de développer sur le terrain les mesures proposées par le Conseil d'Etat, il faudra créer au total trois EPT supplémentaires, soit deux à Grange-neuve et un au Service de l'environnement. Les besoins en EPT étant supérieurs, le restant sera assuré par une réallocation de ressources internes et le dégagement de synergies, notamment avec la fusion du service de l'agriculture et du centre de conseils agricoles. Un montant total de 8 607 440 de francs est ainsi nécessaire pour les mesures et l'engagement des trois EPT.

Les décisions d'engagement seront prises dans le cadre des procédures budgétaires annuelles, en fonction des disponibilités et possibilités financières de l'Etat. La mise en œuvre de certaines mesures pourrait ainsi être décalée dans le temps. Dans l'ensemble, les crédits de paiement seront portés aux budgets des années 2022 à 2025. Le cas échéant, la validité du décret pourra être prolongée de deux ans au plus.

8. Autres conséquences

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de l'eurocompatibilité. Il est par nature positif pour le développement durable du canton.

Les mesures Agr 2 nécessitent une modification de la loi sur l'Agriculture qui sera soumis au Grand Conseil. Après l'adoption du décret et de la modification de la loi sur l'agriculture, par le Grand Conseil, une ordonnance qui réglera les détails de l'octroi des aides sera soumis au Conseil d'Etat. Pour la mesure Agr 3 il est prévu de définir par ordonnance du CE une liste des produits à risque interdits, en fonction des exigences fédérales, de l'importance des captages et de l'évolution de leur qualité (cf. art. 6 LEaux; RS 814.20).

9. Conclusion

Au vu des éléments présentés, le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'ouvrir auprès de l'Administration des finances un crédit d'engagement 7 607 440 de francs pour la mise en œuvre du Plan d'action phytosanitaire pour les années 2022 à 2025. Le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.



Botschaft 2021-DIAF-10

28. Juni 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Aktionsplans 2022–2025 des Kantons Freiburg zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft (PSM-Aktionsplan)

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Aktionsplan des Kantons Freiburg zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft (PSM-Aktionsplan). Dieser Plan deckt den Zeitraum 2021–2025 ab. Die vorliegende Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Notwendigkeit eines PSM-Aktionsplans	6
2. Kontext auf Bundes- und Kantonsebene	6
2.1. Nationaler Aktionsplan Pflanzenschutzmittel	6
2.2. Agrarpolitik, parlamentarische Initiative und Volksinitiativen	7
2.3. Strategien und Pläne des Kantons	7
2.4. Einsatz von Pflanzenschutzmitteln im Kanton	8
2.5. Problematik der Pflanzenschutzmittel im Kanton	8
3. Bestehende Aktivitäten des Kantons	9
4. Inhalt und Aufbau des kantonalen PSM-Aktionsplans	9
4.1. Allgemeine und spezifische Ziele	9
4.2. Massnahmen des Kantons im landwirtschaftlichen und im nichtlandwirtschaftlichen Bereich	9
5. Indikatoren	10
6. Höhe des beantragten Kredits	10
7. Finanzielle und personelle Auswirkungen	10
8. Weitere Auswirkungen	10
9. Schlussfolgerung	11

1. Notwendigkeit eines PSM-Aktionsplans

Während vielen Jahren wurde die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln (PSM) befürwortet oder sogar gefördert, vor allem in der Landwirtschaft, aber auch im Bereich des Holzschutzes (Insektizide im Wald, Bauholz im Aussenbereich) und zum Unterhalt oder aus ästhetischen Gründen im Siedlungsgebiet (Gemüsegärten, Aussenanlagen, Brachen, Strassenränder, Eisenbahngleise, Dächer, Fassaden, Sportanlagen). Pflanzenschutzmittel entsprachen einem Bedürfnis und galten als wirksame Lösung für die Sicherstellung der Nahrungsmittelproduktion in quantitativer und qualitativer Hinsicht sowie für den Unterhalt von Grünflächen. Heute

werden sie wegen der Risiken, die sie für die Gesundheit und allgemein für die Umwelt darstellen können, in Frage gestellt.

2. Kontext auf Bundes- und Kantonsebene

2.1. Nationaler Aktionsplan Pflanzenschutzmittel

Der Bundesrat hat am 6. September 2017 den Aktionsplan Pflanzenschutzmittel¹ (AP PSM) verabschiedet, der eine

¹ Aktionsplan zur Risikoreduktion und nachhaltigen Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/49600.pdf>

Risikoreduktion und die nachhaltige Anwendung von Pflanzenschutzmitteln zum Ziel hat. Die Risiken sollen halbiert und Alternativen zum chemischen Pflanzenschutz gefördert werden. Die Kantone sind für die Umsetzung eines Teils der Massnahmen verantwortlich. Mehrere Kantone haben beschlossen, einen eigenen Aktionsplan auszuarbeiten, so etwa Bern und Waadt.

2.2. Agrarpolitik, parlamentarische Initiative und Volksinitiativen

Der Entwurf der Agrarpolitik AP 22+¹ wurde im März 2021 zugunsten der parlamentarischen Initiative 19.475 (pa. Iv. 19.475) sisiert. Diese Initiative, die durch das Bundesgesetz über die Verminderung der Risiken durch den Einsatz von Pestiziden konkretisiert wird (Verabschiedung durch die beiden Räte am 19. März 2021), ist eine Art informeller Gegenvorschlag zu den weiter unten genannten Volksinitiativen. Das neue Gesetz ermöglicht die rechtliche Verankerung eines Absenkpfeils mit Zielwerten für die mit dem Einsatz von Pestiziden verbundenen Risiken. Damit sollen die Ziele des AP PSM verbindlich geregelt werden. Das Gesetz sieht vor, dass die Risiken bis 2027 um 50 Prozent vermindert werden müssen. Ziel ist es, Oberflächengewässer, naturnahe Lebensräume und Grundwasserressourcen zu schützen, die der Trinkwasserversorgung dienen. Falls die Risiken weiterhin zu hoch sind, kann der Bundesrat gegensteuern und bis spätestens 2025 einen neuen Absenkpfeil festlegen. Die Umsetzung wird mit einem ersten Verordnungspaket eingeleitet, das am 28. April 2021 in die Vernehmlassung geschickt wurde und per 1. Januar 2023 in Kraft treten soll. Die im kantonalen Aktionsplan vorgesehenen finanziellen Massnahmen für die Landwirtschaft ergänzen die vom Bund vorgeschlagenen Beiträge.

Am 13. Juni 2021 stimmte das Volk über zwei Volksinitiativen ab: Die erste trug den Titel «Für sauberes Trinkwasser und gesunde Nahrung – Keine Subventionen für den Pestizid- und den prophylaktischen Antibiotika-Einsatz»² (Initiative 18.096), die zweite den Titel «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide»³ (Initiative 19.025).

Die Initiative «Für sauberes Trinkwasser» wollte die Direktzahlungen auf diejenigen Landwirtschaftsbetriebe beschränken, die insbesondere keine Pestizide verwenden. Die Initiative «Für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide» verlangte, dass der Einsatz von synthetischen Pestiziden in der landwirtschaftlichen Produktion, in der Verarbeitung landwirtschaftlicher Erzeugnisse und in der Boden- und Landschaftspflege verboten wird. Auch die Einfuhr von Lebensmitteln,

die synthetische Pestizide enthalten oder mithilfe solcher hergestellt wurden, sollte verboten werden.

Beide Initiativen wurden von Volk und Ständen klar abgelehnt, die Notwendigkeit der Pflanzenschutzmittelreduktion wird damit aber nicht in Frage gestellt.

2.3. Strategien und Pläne des Kantons

Der Staatsrat des Kantons Freiburg bekennt sich klar zur Förderung einer leistungsstarken, nachhaltigen sowie umwelt- und tierfreundlichen Landwirtschaft. In seinem vierjährigen Landwirtschaftsbericht 2019⁴ legte er mehrere strategische Achsen fest, die gewährleisten sollen, dass gesunde und sichere Produkte in den Verkehr gebracht werden. Dazu gehören die Lebensmittelsicherheit und auch der nachhaltige Schutz der natürlichen Ressourcen. Der Kanton will Pilotprojekte und gezielte Massnahmen für einen besseren Umgang mit Pflanzenschutzmitteln fördern und die Auswirkungen der Landwirtschaft auf die Umwelt minimieren. Zu den Zielen der freiburgischen Landwirtschaft im Bereich der natürlichen Ressourcen gehört unter anderem die Reduktion der unerwünschten Auswirkungen der Landwirtschaft auf die Wasserqualität, indem der Einsatz von landwirtschaftlichen Betriebsmitteln wie Pflanzenschutzmitteln verringert wird und die Erosionsrisiken reduziert werden.

Im Hinblick auf eine nachhaltige Entwicklung verabschiedete der Grosse Rat am 9. Februar 2021 ein Dekret über einen Verpflichtungskredit von 13,9 Millionen Franken für die Umsetzung des Aktionsplans und der Instrumente gemäss der einschlägigen Strategie des Kantons. Die Strategie Nachhaltige Entwicklung des Staats Freiburg 2020–2026⁵ legt den Schwerpunkt auf die Förderung nachhaltiger Ernährungssysteme. Dies bedeutet ressourcenschonende Systeme mit einem möglichst geringen Einsatz von Betriebsmitteln, um potenzielle Umweltbelastungen zu vermeiden. Der Schwerpunkt soll auf der Reduktion von Pflanzenschutzmitteln liegen, insbesondere durch Unterstützung und Anreize zur Verringerung der Auswirkungen der Landwirtschaft auf die natürlichen Ressourcen. Von diesem Verpflichtungskredit ist eine Million Franken dazu bestimmt, den Verbrauch von Pflanzenschutzmitteln zu reduzieren und gleichzeitig die Produktion auf dem gegenwärtigen Stand zu halten (Zusatz Ducotterd).

Der Sachplan Gewässerbewirtschaftung (SPGB), der in dem 2011 in Kraft getretenen kantonalen Gewässergesetz vorgesehen ist, wird in Kürze fertiggestellt. Er umfasst einen Aktionsplan, der im Zeitraum 2022–2032 auf Kantonsebene umgesetzt werden soll, und zeigt den Koordinationsbedarf

¹ Botschaft zur Weiterentwicklung der Agrarpolitik ab 2022 (AP22+), BBl 2020 3955, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2020/881/de>

² <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20180096>

³ <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20190025>

⁴ Vierjähriger Landwirtschaftsbericht 2019, https://www.fr.ch/sites/default/files/2020-01/RAQ_2019_de.pdf

⁵ Botschaft 2020-DAEC-150 «Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg», http://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/de/ax-5f7fe2b7d9055/fr_de_MES_2020-DAEC-150.pdf

mit dem Sachplan Trinkwasserinfrastrukturen (STWI) auf. Die kantonale Strategie der Gewässerbewirtschaftung sieht namentlich vor, dass die Gewässer geschützt und die Gewässerbewirtschaftung und die produktive Landwirtschaft in Einklang gebracht werden. Der PSM-Aktionsplan stellt eine Ergänzung dar, damit die vom Bund festgelegten spezifischen Ziele in diesem Bereich bis 2027 erreicht werden können. Er sieht Massnahmen bis 2025 vor, so dass nach der für dieses Jahr geplanten Zwischenbilanz des Bundes die notwendigen Anpassungen vorgenommen werden können.

Die Vernehmlassung zum kantonalen Klimaplan (KKP) wurde am 16. Januar 2021 beendet. Dieser enthält einen Katalog von konkreten Massnahmen, die zwischen 2021 und 2026 umgesetzt werden sollen. Einige Massnahmen betreffen den Wasserbereich, aber nicht die in dieser Botschaft behandelten Themen.

2.4. Einsatz von Pflanzenschutzmitteln im Kanton

Der Kanton Freiburg umfasst rund 75 000 ha landwirtschaftliche Nutzfläche (LN). Die Hälfte davon sind Dauergrünflächen, auf denen wenig Pflanzenschutzmittel verwendet werden. Die kantonale Pflanzenschutzstrategie konzentriert sich daher in erster Linie auf den Ackerbau (rund 23 000 ha), den Gemüsebau (rund 1000 ha), den Obstbau (44 ha) und den Weinbau (128 ha).

Heute werden 99 Prozent der LN des Kantons Freiburg nach den Vorgaben des ökologischen Leistungsnachweises (ÖLN) bewirtschaftet. Der Kanton zählt rund 1500 ÖLN-Ackerbaubetriebe, von denen 8 Prozent Biolandbau betreiben. Die Teilnahme an den verschiedenen Bundesprogrammen zur Reduktion von Pflanzenschutzmitteln variiert je nach Programm und Kulturart: So werden zwischen 25 und 90 Prozent der Flächen ohne Fungizide, Insektizide und Wachstumsregulatoren bewirtschaftet (Extenso-Programm), und für etwa 4 Prozent der offenen Ackerfläche werden Ressourceneffizienzbeiträge (REB) für einen Voll- oder Teilverzicht auf Herbizide ausgerichtet.

Pflanzenschutzmittel werden auch ausserhalb der Landwirtschaft eingesetzt. Eine Untersuchung, die in der landwirtschaftlichen Presse veröffentlicht wurde (*Agri* vom 7. August 2020, S. 3), versuchte mehr oder weniger erfolglos abzuschätzen, wie viel Pflanzenschutzmittel ausserhalb der Landwirtschaft eingesetzt werden. Gemäss Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) sollte sich die Situation in den nächsten Jahren verbessern.

Im Wald ist der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln grundsätzlich verboten (Bundesgesetz über den Wald¹). Ausnahmen von diesem Verbot werden in Anhang 2.5 der Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung² geregelt.

Die Bemühungen des Kantons Freiburg beschränken sich nicht auf Pflanzenschutzmittel. Mit seinem Projekt ReLait nimmt er eine Pionier- und Vorbildfunktion auf nationaler Ebene ein für seinen Einsatz für die Antibiotikareduktion, dank der eine Antibiotikaresistenz bei den Tieren vermieden und die Wasserqualität erhalten werden kann.

2.5. Problematik der Pflanzenschutzmittel im Kanton

Pflanzenschutzmittel können sich auf die Wasserqualität auswirken:

2.5.1. Grundwasser

Für das kantonale Netz zur Überwachung der Grundwasserqualität (ESoutQual) zeigen die bis Dezember 2020 erhobenen Analysedaten, dass die Vorgaben der Gewässerschutzverordnung³ betreffend organische Pestizide in 28 von 46 Messstationen (61%) nicht eingehalten werden. Die Mehrheit der Grundwasserfassungen, in denen Pflanzenschutzmittel nachgewiesen wurden, befinden sich im Broye-, See- und Saanebezirk.

2.5.2. Oberflächengewässer

Die Gewässerschutzverordnung sah zu diesem Zeitpunkt für alle Stoffe einen einheitlichen Grenzwert von 0,1 µg/l vor. Von den über 2000 Messungen, die zwischen 2011 und 2016 in den Fliessgewässern durchgeführt wurden, lagen rund hundert über dem Grenzwert von 0,1 µg/l (5% der Ergebnisse).

Dank neuer Erkenntnisse und der Entwicklung der Analysetechniken können seit 2017 eine grosse Zahl von Mikroverunreinigungen verschiedener Art (Pflanzenschutzmittel, Medikamente, Industriechemikalien usw.) gemessen werden. Deshalb werden die Fliessgewässer des Kantons im Rahmen des zweiten Monitorings (2017–2022) auf 38 Pflanzenschutzmittel untersucht. Im Zeitraum 2017–2019 wurden in rund der Hälfte des Kantonsgebiets Messungen vorgenommen. Rund 2 Prozent der etwa 21 000 Analysen wiesen einen Wert von mehr als 0,1 µg/l auf, was einen Rückgang gegenüber früheren Ergebnissen darstellt.

2.5.3. Trinkwasser

Als die Chlorothalonil-Problematik bekannt wurde, untersuchte das Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) im Jahr 2020 sämtliche Trinkwasserressourcen des Kantons auf dieses Fungizid, das bei verschiedenen Nutzpflanzen eingesetzt wird. Dabei wurden vor allem im Broye-, See-, Sense- und Saanebezirk sowie im Süden des Glanebezirks Chlorothalonil-Metaboliten in einer Konzen-

¹ Art. 18 des Bundesgesetzes über den Wald (WaG; SR 921.0)

² Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung (ChemRRV; SR 814.81)

³ Gewässerschutzverordnung (GSchV; SR 814.201)

tration über dem Vorsorgelimitwert von 0,1 µg/l gefunden. Bei der Messkampagne von 2016–2017 hatten alle Proben den gesetzlichen Vorschriften entsprochen.

3. Bestehende Aktivitäten des Kantons

Der Kanton Freiburg ist sehr aktiv im Bereich des Einsatzes und der Risiken von Pflanzenschutzmitteln. Von diesen Aktivitäten sind mehrere Dienststellen des Staats betroffen, vor allem die Bereiche Berufsbildung, Beratung und Sensibilisierung, Umsetzung der Gesetzgebung und entsprechende Kontrollen sowie Mitfinanzierung von Waschplätzen für Spritzgeräte und von Gewässerschutzprojekten, die sich derzeit auf Nitrate beschränken. Durch Pilotprojekte und Kooperationen mit Forschungsinstituten setzt sich der Kanton auch für den Erwerb neuer Kenntnisse ein, die es erlauben, den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln zu reduzieren oder Alternativen dazu zu entwickeln. Der Staat gewährleistet die gesetzlichen Vorsorgemassnahmen gegen Schadorganismen, damit der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln verringert werden kann.

Zudem geht der Staat auf einem Teil seines Landes mit gutem Beispiel voran: Der dem LIG angegliederte Schulbauernhof in Sorens wird seit über 20 Jahren biologisch bewirtschaftet. Ein Teil des Weinguts Faverges ist seit 2015 biologisch zertifiziert, der Rest befindet sich in Umstellung.

Schliesslich wird die Qualität des Grund- und Oberflächenwassers durch verschiedene Monitoringprojekte überwacht, von denen einige auf nationaler Ebene koordiniert werden. Dank der 2019 angeschafften Ausrüstung kann das Trinkwasser genauer auf Mikroverunreinigungen untersucht werden.

4. Inhalt und Aufbau des kantonalen PSM-Aktionsplans

Die in dieser Botschaft vorgestellte Strategie des Kantons berücksichtigt den politischen Kontext auf Bundes- und Kantonsebene. Sie legt die allgemeinen und spezifischen Ziele für die Landwirtschaft und den nichtlandwirtschaftlichen Bereich fest. Zur Erreichung dieser Ziele sieht die Strategie für den Zeitraum 2022–2025 gezielte Massnahmen mit neuen oder zusätzlichen Elementen zu den bestehenden Aktivitäten und Plänen vor. Die bisherigen Aktivitäten sind beizubehalten und zu optimieren oder zu verstärken. Die kantonale Strategie soll bei Bedarf weiterentwickelt werden. Für ihre Umsetzung werden in den Jahren 2022 bis 2025 zusätzliche Ressourcen benötigt.

4.1. Allgemeine und spezifische Ziele

Der PSM-Aktionsplan hat folgende allgemeine Ziele:

- > Halbierung der Risiken von Pflanzenschutzmitteln bis 2027 (Bundesziel);
- > Reduktion der Emissionen von Pflanzenschutzmitteln zur Erhaltung der strategischen und wichtigen Trinkwasserressourcen des Kantons (Zielwert: Anforderungen Trinkwasser);
- > Reduktion der Emissionen von Pflanzenschutzmitteln zur Beseitigung der Qualitätsdefizite in prioritären Oberflächengewässern und im Grundwasser (Zielwert: Anforderungen Wasser);
- > Deutliche Reduktion des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln im ganzen Kanton bis 2025.

Die landwirtschaftsspezifischen Ziele sind:

- > Sicherstellung der Wettbewerbsfähigkeit und der Nachhaltigkeit der freiburgischen Landwirtschaft durch Antizipation künftiger Veränderungen beim Einsatz von Pflanzenschutzmitteln;
- > Reduktion der punktuellen Verluste von Pflanzenschutzmitteln auf dem Hof und der diffusen Verluste von Pflanzenschutzmitteln bei der Anwendung (Abdrift, Abschwemmung und Erosion, Drainagen);
- > Reduktion der verwendeten Pflanzenschutzmittel, insbesondere Herbizide und persistente Stoffe.

Die spezifischen Ziele für den nichtlandwirtschaftlichen Bereich sind:

- > Reduktion des Einsatzes von synthetischen Pflanzenschutzmitteln durch berufliche Anwenderinnen und Anwender;
- > Ermutigen der nichtberuflichen Anwenderinnen und Anwender, auf synthetische Pflanzenschutzmittel zu verzichten.

4.2. Massnahmen des Kantons im landwirtschaftlichen und im nichtlandwirtschaftlichen Bereich

Zur Erreichung der Ziele werden sechs Massnahmen im landwirtschaftlichen Bereich und fünf Massnahmen im nichtlandwirtschaftlichen Bereich vorgeschlagen.

Die drei wichtigsten Massnahmen im landwirtschaftlichen Bereich sind:

1. Stärkung der unabhängigen Beratung und der Weiterbildung, wobei der Fokus auf einen gezielteren Einsatz von Pflanzenschutzmitteln, die Integration nichtchemischer Alternativen im Pflanzenschutz und die Reduktion aller Verschmutzungsquellen auf Hof und Feld gelegt wird;

2. Finanzielle Unterstützung zur Reduktion des Einsatzes von Pflanzenschutzmitteln und der damit verbundenen Risiken, insbesondere für das Wasser. Dies erfolgt beispielsweise durch technische Anschaffungen wie Maschinen zur mechanischen Unkrautbekämpfung oder Antidriftdrösen, durch Anreize für einen Verzicht auf synthetische Pflanzenschutzmittel, namentlich Herbizide, und durch Massnahmen zur Verringerung des Abschwemmungsrisikos entlang von Strassen und Wegen zum Schutz der Oberflächengewässer;
3. Durchführung und Ausbau von Gewässerschutzprojekten in den wichtigsten Trinkwasserressourcen in Absprache mit den Gemeinden und den landwirtschaftlichen Kreisen, wobei gleichzeitig sichergestellt werden soll, dass die landwirtschaftlichen Erträge in den betroffenen Sektoren auf einem ausreichenden Niveau gehalten werden können.

Die drei übrigen Massnahmen im landwirtschaftlichen Bereich zielen darauf ab, die Vorbildfunktion des Staates zu stärken, die Einhaltung der Vorschriften für den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln gezielter zu kontrollieren und die Schaffung kurzer Vertriebswege für freiburgische Landwirtschaftsprodukte zu unterstützen, die mit weniger Pflanzenschutzmitteln produziert wurden.

Die Massnahmen im nichtlandwirtschaftlichen Bereich betreffen in erster Linie die Verstärkung der Beratung und Weiterbildung der beruflichen Anwenderinnen und Anwender, die für die Pflege von unproduktiven Flächen zuständig sind, sowie die Sensibilisierung privater Anwenderinnen und Anwender. Dabei geht es auch um die Vorbildwirkung von Staat und Gemeinden.

5. Indikatoren

Da sich die Ziele der kantonalen Strategie auf die Wasserqualität konzentrieren, wobei gleichzeitig das bisherige Produktionsniveau in der Landwirtschaft beibehalten werden soll, braucht es sowohl eine genaue Überwachung der Wasserqualität, um die Wirksamkeit der vorgeschlagenen Massnahmen zu ermitteln, als auch ein Monitoring der Erträge, damit das bisherige Niveau gewährleistet werden kann. Aus diesem Grund wird dazu eine spezifische Massnahme vorgeschlagen.

6. Höhe des beantragten Kredits

Gemäss dem PSM-Aktionsplan belaufen sich die Kosten für sämtliche vorgeschlagenen Massnahmen auf 8 607 440 Franken. Eine Million Franken ist bereits durch Artikel 2 Absatz 3 des Dekrets vom 9. Februar 2021 zur Strategie Nachhaltige Entwicklung abgedeckt. Der Dekretsentwurf sieht somit den für die Finanzierung erforderlichen Restbetrag für einen Zeitraum von vier Jahren (2022–2025) vor. Der Staatsrat empfiehlt die Finanzierung der vorgeschlagenen gezielten

Massnahmen, die neue oder zusätzliche Elemente zu den bestehenden Aktivitäten und Plänen umfassen, um die Risiken von Pflanzenschutzmitteln innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft zu reduzieren.

Der Verpflichtungskredit ist ein Rahmenkredit im Sinne von Artikel 32 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1). Die konkrete Planung für die Verwendung der einzelnen Beträge wird vom Staatsrat im Rahmen des jährlichen Voranschlagsverfahrens beschlossen und richtet sich nach den verfügbaren Mitteln.

Ferner muss das Dekret aufgrund der Höhe der Kosten und gestützt auf Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) nicht bloss von der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sondern von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden (Art. 140). Nach Artikel 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung untersteht das Dekret nicht dem fakultativen Finanzreferendum.

7. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Für die Umsetzung der vorgeschlagenen sechs Massnahmen im landwirtschaftlichen Bereich und der fünf Massnahmen im nichtlandwirtschaftlichen Bereich sowie für die Erfolgskontrolle wurde eine Kostenschätzung aufgestellt (Kap. 8 des PSM-Aktionsplans). Im Hinblick auf die konkrete Umsetzung der vom Staatsrat vorgeschlagenen Massnahmen müssen insgesamt drei zusätzliche VZÄ geschaffen werden, zwei Stellen in Grangeneuve und eine beim Amt für Umwelt. Da für die Umsetzung mehr VZÄ benötigt werden, wird der restliche Bedarf durch eine Umverteilung interner Ressourcen und das Freiwerden von Synergien, die namentlich durch die Fusion des Amtes für Landwirtschaft mit dem landwirtschaftlichen Beratungszentrum entstehen, sichergestellt werden. Demnach werden 8 607 440 Franken für die geplanten Massnahmen und die drei neuen VZÄ benötigt.

Die Verpflichtungsbeschlüsse werden unter Berücksichtigung der verfügbaren Mittel im Rahmen des jährlichen Voranschlagsverfahrens gefasst. Dadurch könnte sich die Umsetzung einzelner Massnahmen verzögern. Die Zahlungskredite werden in die Voranschläge der Jahre 2022 bis 2025 aufgenommen. Bei Bedarf kann die Geltungsdauer des Dekrets um höchstens zwei Jahre verlängert werden.

8. Weitere Auswirkungen

Der Dekretsentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und ist hinsichtlich der Vereinbarkeit mit dem EU-Recht unproblematisch. Des Weiteren wirkt er sich positiv auf die nachhaltige Entwicklung des Kantons aus.

Die Massnahme Agr-2 macht eine Änderung des Landwirtschaftsgesetzes erforderlich, die dem Grossen Rat unterbreitet werden wird. Nach der Verabschiedung des Dekrets und der Änderung des Landwirtschaftsgesetzes durch den Grossen Rat wird dem Staatsrat eine Verordnung unterbreitet, die die Gewährung der Finanzhilfen im Detail regelt. Für die Massnahme Agr-3 soll eine Verordnung des Staatsrats die verbotenen Risikoprodukte unter Berücksichtigung der Vorschriften des Bundes, der Bedeutung der Wasserfassungen und der Entwicklung ihrer Qualität regeln (vgl. Art. 6 GSchG; SR 814.20).

9. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat, für die Umsetzung des PSM-Aktionsplans 2022–2025 bei der Finanzverwaltung einen Verpflichtungskredit von 7 607 440 Franken zu eröffnen und den Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre du Plan d'action du canton de Fribourg visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole 2022–2025 (Plan Phyto)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 3 al. 1 let. h de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2021-DIAF-10 du Conseil d'Etat du 28 juin 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Le Conseil d'Etat met en œuvre la stratégie «Plan d'action du canton de Fribourg visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires dans les domaines agricole et non agricole», dont les coûts sont estimés à 8 610 000 francs.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Aktionsplans 2022–2025 des Kantons Freiburg zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft (PSM-Aktionsplan)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 3 Abs. 1 Bst. h der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DIAF-10 des Staatsrats vom 28. Juni 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Der Staatsrat setzt die Strategie «Aktionsplan des Kantons Freiburg zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln innerhalb und ausserhalb der Landwirtschaft» (die Strategie) um, deren Kosten auf 8 610 000 Franken veranschlagt werden.

Art. 2

¹ Un crédit d'engagement de 7 610 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des mesures relatives au Plan phytosanitaire du canton de Fribourg.

² Le solde des coûts estimés, d'un montant de 1 million de francs, est couvert par le crédit d'engagement ouvert par le décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre du plan d'action et des outils définis dans la stratégie «Développement durable du canton de Fribourg» (ROF 2021_020; art. 2 al. 3).

Art. 3

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets des années 2022 à 2025, sous les rubriques correspondantes, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Le Conseil d'Etat peut prolonger la durée de validité du présent décret d'au maximum 2 ans.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Für die Finanzierung der Massnahmen des Aktionsplans Pflanzenschutzmittel des Kantons Freiburg wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 7 610 000 Franken eröffnet.

² Der Restbetrag der veranschlagten Kosten von 1 Million Franken wird durch den Verpflichtungskredit gedeckt, der mit dem Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Aktionsplans und der Instrumente gemäss der Strategie «Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg» (ASF 2021_020; Art. 2 Abs. 3) eröffnet wurde.

Art. 3

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die Finanzvoranschläge der Jahre 2022 bis 2025 unter den entsprechenden Kostenstellen aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Der Staatsrat kann die Gültigkeitsdauer dieses Dekrets um höchstens 2 Jahre verlängern.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.